

**Coton africain et marché mondial :  
une distorsion peut en cacher une autre plus importante**

Michel Fok A.C.  
CIRAD, France

Colloque Agence Universitaire de la Francophonie

Filières d'exportation de produits agricoles du Sud : réformes institutionnelles, négociations  
internationales et impacts socio-démographiques

Bamako, les 6 et 7 avril 2005

Résumé

Le coton africain a fait beaucoup parlé de lui depuis deux ans. Par le coton, les pays africains se sont montrés d'une activité peu ordinaire dans l'arène des négociations internationales. Au sortir de l'échec de la réunion ministérielle de l'OMC à Cancun, les pays africains producteurs de coton se sont rendus incontournables dans la poursuite et l'aboutissement du cycle de Doha. Un avantage fut incontestablement marqué mais l'on peut craindre que le cycle de Doha puisse aboutir aujourd'hui sans une réelle prise en compte de l'initiative sectorielle coton présentée par quatre pays africains à Cancun.

Dans l'analyse des actions que l'Afrique peut entreprendre pour mieux vendre son coton, nous avançons deux idées qui peuvent paraître provocatrices. Dans la suite d'une réflexion initiée dès 2002, nous voulons d'abord souligner la faiblesse de l'effet prix que l'on peut attendre de la correction de distorsion introduite par les politiques de soutien de quelques pays. Nous mettons ensuite en lumière un autre phénomène de distorsion dont pâtissent les pays africains pour la vente de leur coton, et dont la correction n'a pas encore mobilisé les énergies nécessaires.

L'attaque trop limitée aux subventions, la surestimation des coûts de soutien, la marge de manœuvre dans le réaménagement des mesures de soutien dans les "boîtes" de l'OMC, ainsi que les pouvoirs de marchés des oligopoles du négoce sont les facteurs qui peuvent réduire de beaucoup l'augmentation du prix espéré à la suite d'une réduction/suppression du soutien au coton. Les actions à entreprendre pour contrecarrer ces facteurs sont proposées.

Les négociations internationales abordent les produits de manière générique, comme le coton, mais les transactions se rapportent aux produits différenciés, pour lesquels les prix sont établis en fonction de la reconnaissance de leur qualité. C'est le domaine du négoce au quotidien qui échappe à l'emprise des règles décidées à l'échelle internationale. La somme d'énergie dépensée sur la scène internationale pour défendre le produit générique coton est sans effet sur la valorisation des produits différenciés qui sont vendus chaque jour, alors que les différentiels de prix entre les origines de coton peuvent être importants. L'engagement sur la scène des négociations internationales ne peut donc pas suffire pour obtenir le meilleur prix à la vente du coton.

En dépit d'éléments objectifs attestant d'un certain niveau de qualité de son coton, les pays de l'Afrique de l'Ouest ne tirent pas bénéfice d'une prime de marché. C'est cette distorsion apparente de prix qu'il convient aussi de combattre. Ce combat ne se livre pas dans les arènes des négociations internationales. Il se remporte par une bonne compréhension des règles du négoce international et des pratiques qui priment actuellement en Afrique. Nous en donnons quelques éléments d'analyse pour indiquer que le combat contre cette distorsion plus discrète est d'abord à livrer sur le sol africain, tant à l'échelle d'un pays qu'à celle d'une région du continent, à partir de l'alliance établie entre tous les acteurs de la production du coton fibre et d'une coordination régionale pour équilibrer les relations avec les opérateurs internationaux.

Mots clés: coton, Afrique, OMC, politique, marché mondial, qualité, négoce international

## Abstract

African cotton has been under intensive debate during the recent two years. Through this specific commodity, African countries succeeded in invading the floor of the arena of international negotiations in Cancun. They appeared to be compulsory partners in finalizing the current Doha Round of the WTO. Certainly, these countries obtained a serious advantage which is insufficient to prevent the Doha Round to be finalized without really taking their Cotton Sectoral Initiative into account.

By analyzing the actions Africa could undergo to better sell its cotton in the World market, we share here two ideas that might seem provocative. As a continuation of an idea we yet explored in 2002, we first emphasized the limited price impact expected from the reduction/suppression of cotton support. We then deal with the distortion of under-valuation hampering the sale of cotton from African countries, this other distortion which is little mentioned so far and against which no action is engaged.

Restricting the focus on subsidies, over-estimation of the cost of support policies, flexibility in re-allocating support measures into the WTO "boxes", as well as the market power of oligopolistic trading companies are factors which can reduce the price increase expected from the reduction/suppression of support policies. Ideas of actions to undergo in order to fight the negative impacts of these factors are proposed.

While international negotiations deal with generic commodities, like cotton, real transactions refer to differentiated products for which distinct prices are attributed. This is the area of daily business escaping from trade regulation at the international level. The energy spent to defend cotton as a generic commodity has no effect on the valuation of differentiated products under transaction every day while price differentials could be large.

Notwithstanding objective indications on its commendable quality level, the African cotton does not benefit from any market premium. This is a kind of distortion which should be fought. This battle is distinct from the one in the arena of international negotiations. It could only be successful through a clear understanding of the rules in trading cotton. It requires that all factors impacting on the perception of the cotton quality are taken into account. Success could result from active policy to promote cotton quality and to actually defend it at every stage of the cotton chain. In short, this new battle should take place on the African ground, at national and regional levels, through the establishment of an alliance between all of the cotton stakeholders and the set up of an efficient regional coordination to counter-balance the powers of international operators.

Keywords: cotton, Africa, WTO, policy, world market, quality, international trade

Le coton africain a fait beaucoup parlé de lui depuis deux ans. Par le coton, les pays africains se sont montrés d'une activité peu ordinaire dans l'arène des négociations internationales. Au sortir de l'échec de la réunion ministérielle de l'OMC à Cancun, les pays africains producteurs de coton se sont rendus incontournables dans la poursuite et l'aboutissement du cycle de Doha. Un avantage fut incontestablement marqué mais il n'a pas été exploité au mieux. En dépit de la légitimité de la position de ces pays cotonniers africains, nous pensons que l'avantage acquis à Cancun est bien rogné aujourd'hui et que, avec l'accord intervenu en fin juillet 2004 (ce qui est communément appelé le "Paquet de Juillet"), le cycle de Doha peut aboutir sans une réelle prise en compte des exigences contenues dans l'initiative sectorielle coton présentée par le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad à Cancun.

Au risque d'être mal compris, nous avançons deux idées qui peuvent paraître provocatrices. D'abord, nous croyons que la conclusion du Cycle de Doha aura peu d'effet sur la correction de la distorsion du prix mondial du coton, distorsion induite par les politiques de soutien de quelques pays. Ensuite, nous pensons que le coton africain présente les signes d'une sous-valorisation sur le marché mondial, comme conséquence d'une autre distorsion lors des transactions dans la vente de ce coton. Cette dernière distorsion nous semble être totalement occultée aujourd'hui et peu d'efforts sont consentis pour la corriger. En conséquence, nous considérons qu'il serait pertinent et efficace d'appréhender la distorsion cachée, dans la mesure où, contrairement à la contestation des subventions de quelques pays, la portée des actions entreprises dépendra surtout de la volonté et de la coordination des pays africains concernés.

Dans cette communication, la première partie est consacrée à expliquer pourquoi l'aboutissement du Cycle de Doha devrait avoir un faible impact sur l'amélioration structurelle du prix mondial de coton. Nous évoquerons, dans la deuxième partie, les éléments qui témoignent d'une sous-rémunération du coton des pays de l'Afrique francophone en dépit d'un certain consensus sur la bonne qualité de ce coton. Cette disparité, entre une qualité généralement reconnue et le prix payé, nous apparaît comme l'illustration d'une distorsion, plus subtile et plus discrète. Ce sont les caractéristiques de cette distorsion qui font qu'elle passe inaperçue et qu'elle n'a pas engendré d'actions vigoureuses pour être corrigée. Cette distorsion cachée s'opère dans les transactions réelles du coton, elle ne peut être corrigée que par les actions portant sur ces transactions réelles. La nature de ces actions est en conséquence très différente de celles engagées dans les négociations internationales du Cycle de Doha, nous le soulignerons dans la conclusion.

## **1. Gare aux illusions liées à la suppression des subventions sur le coton**

En évoquant le faible impact de la suppression des subventions sur le prix mondial du coton, nous ne voulons pas contester le bien fondé de la protestation contre ces subventions. D'un point de vue éthique, la contestation est tout à fait légitime pour sortir de l'hypocrisie des règles du commerce international. Dans le domaine du soutien domestique, ces règles autorisent les pays les plus puissants à faire ce qu'ils imposent aux autres de ne point faire. D'un point de vue pragmatique, on peut dire qu'un impact, même faible, reste toujours bon à prendre.

Notre position s'inscrit dans une optique d'efficacité. Il nous paraît utile de prévenir sur la faible portée d'un effet escompté afin de limiter les désillusions qui pourraient en découler. Cela doit conduire aussi à faire consacrer les efforts sur d'autres actions pouvant induire des impacts complémentaires ou plus importants. Pour ces actions, sans minimiser celles pouvant conduire à des gains de productivité, nous nous concentrons sur le problème de la sous-valorisation du coton africain car il est peu ou pas abordé à ce jour.

Dans cette partie, nous voulons d'abord attirer l'attention sur le danger à croire seulement aux prédictions d'impacts les plus favorables. A cette fin, nous rappellerons diverses

études d'estimation des effets de la réduction des subventions, tant pour l'ensemble des produits agricoles que pour le cas spécifique du coton. Nous soulignerons ensuite l'importance à ne pas confondre politique de soutien et subvention qui n'en est qu'un élément. Cette distinction nous permettra d'indiquer la marge de liberté dans le réaménagement des politiques de soutien pour réduire certes la part des subventions mais sans modification notable du soutien total. Il en découle que l'effet sur le prix mondial du coton devrait être encore plus faible, du moins si nous considérons que toute mesure de soutien a un effet de distorsion sur ce prix. Enfin, nous rappellerons le caractère oligopolistique du négoce qui peut réduire encore plus l'augmentation du prix.

### **1.1. Augmentation faible du prix mondial**

Notre pessimisme sur la faiblesse de l'impact de la réduction/suppression des subventions sur le prix du coton peut sembler iconoclaste tant l'importance de cet impact a été soulignée et médiatisée, que ce soit par les gouvernements des pays africains concernées (CMA/AOC, 2002; Zongo, 2002; Touré et Compaoré, 2003), par les associations ou institutions de producteurs cotonniers (Anon., 2003), voire par des entités familières du négoce du coton (Dov Zerah, 2001; Amédé, 2002). Des études avec modélisation de l'évolution de l'offre et de la demande (Valderrama Beccera, 2000; Goreux, 2003) ont conforté l'idée d'un effet important. Leurs conclusions sont reprises et prolongées par des ONG d'envergure internationales<sup>1</sup> (Oxfam, 2002; Oxfam, 2004) pour indiquer les manques à gagner dont ces pays africains ont pâti. Notons que la croyance en l'importance du redressement du prix mondial, en conséquence de la réduction/suppression des subventions, est si forte qu'elle peut pousser les acteurs ou les observateurs des filières cotonnières africaines à penser que cette simple correction d'une distorsion existante suffirait pour assurer le maintien du coton africain sur le marché mondial. Par ailleurs, l'utilisation des résultats des estimations est parfois sortie de leur contexte. Ainsi, les effets sont estimés, a posteriori, pour une campagne donnée mais la tendance est fréquente de les extrapoler comme s'ils étaient valables quelle que soit la campagne. Pis encore, ces effets, qui sont fondamentalement des effets de court terme, sont rarement discutés au regard des effets à une échéance plus longue. De la sorte, la possibilité d'une nouvelle plongée du prix mondial après un redressement de court terme est totalement occultée.

Pourtant, des anticipations moins optimistes se font jour. Le panel d'experts qui a examiné la plainte du Brésil contre les subventions des USA a clairement rejeté l'estimation retenue par le Brésil, considérant qu'une remontée<sup>2</sup> de 12,6 % du prix mondial consécutive à la suppression des subventions américaines était irréaliste. Une dernière étude de l'ICAC, la première institution à avoir déterminé l'impact de la suppression des subventions sur le prix mondial, indique une augmentation bien plus faible<sup>3</sup> que celle qu'il avait évoqué dans les études antérieures (ICAC, 2004). L'ICAC souligne par ailleurs que l'effet calculé est une augmentation de court terme qui a peu de chance de durer: l'offre de certains pays (Australie, Brésil) peut très rapidement s'ajuster pour compenser la baisse de la production américaine pour créer de nouveau un équilibre entre l'offre et la demande, voire, pensons-nous, des situations d'excès d'offre responsable de nouvelle chute du prix.

D'autres estimations des impacts de la réduction/suppression des subventions ont été réalisées en variant les modèles et les hypothèses (Minot et Daniels, 2002; Gillson, et al.,

---

<sup>1</sup> Oxfam s'est appuyé sur les travaux de l'ICAC et a retenu notamment le résultat d'une augmentation du prix mondial de 11 US cent/livre obtenu pour la campagne 2001/02, ce qui représente 26% du prix moyen effectivement observé cette campagne. L'ICAC a aussi fait des évaluations pour les autres campagnes, conduisant à une estimation d'un gain du prix mondial de 3 cents pour 1999/2000 et de 6 cents pour 2000/01.

<sup>2</sup> Estimation faite par Sumner

<sup>3</sup> Le gain est estimé à 5 US cent/lb plus élevé que le prix observé effectivement pour les campagnes 2002/03 et 2003/04, alors que le gain de 11 US cents/lb d'une étude antérieure a été repris le plus fréquemment en Afrique, notamment dans le document de l'OXFAM.

2004), leurs résultats sont synthétisés dans le tableau suivant tiré d'une réflexion récente (FAO, 2004). Il ressort que le degré d'augmentation de prix découlant de la suppression des subventions, à court terme, est très variable. Les estimations de l'ICAC ou celles qui lui sont liées (L. Goreux et Poulton et al.) donnent les pourcentages d'augmentations les plus fortes. Elles sont aussi celles qui sont les plus médiatisées en Afrique pour informer sur le gain que l'Afrique retirerait de l'aboutissement de sa revendication pour une suppression des subventions. Pour autant, il y a aussi des estimations d'un effet bien plus réduit que l'on tend à ignorer en Afrique (Tableau 1).

Tableau 1. Variabilité des prédictions selon les modèles

Auteurs	Modèle	Secteur concernés	Sources Données utilisées	Campagne	Effet prix (%)
ICAC	ICAC/FAO	coton	ICAC	2000/01	21
ICAC	ICAC/FAO	coton	ICAC	2001/02	72,4
Sumner	IFPRI	coton	ICAC	2000/01	12,6
IFPRI	IFPRI	Ts prod. Ag.	ICAC + IFPRI	2000/01	11,4
Tokarick	Tokarick	Ts prod. Ag.	ICAC + autres	2000/01	2,8
FAO	CNUCED/FAO	coton	OMC	2000/01	2,3-5,0
Reeves et al.	Reeves et al.	Coton/textile/hab.	ICAC	2000/01	10,7
Gillson et al.	ODI	coton	ICAC	2000/01	18,0-28,0
Goreux	Variante ICAC/FAO	coton	ICAC	2000/01	2,9-13,4

Source : FAO (2004). A noter la valeur étonnante de 72,4% est jugée comme anormale.

La faiblesse des impacts de la suppression des subventions apparaît pourtant être plutôt la règle. Une synthèse récente (Tableau 2) montre que cette suppression, dans le cas des céréales, n'engendrerait qu'une augmentation du prix mondial de 2,0-4,3%, en fonction de la portée du mouvement de suppression (suivant les pays concernés et les types de mesure de soutien visés). D'autres études, portant sur d'autres produits agricoles, à l'exception des produits laitiers et de la viande, tendent à indiquer le même niveau, assez faible, d'augmentation de prix.

Tableau 2. Prédiction convergente d'une faible augmentation de prix des céréales

Modèle	Produit de base	Etendue suppression des soutiens	Changement de prix
IFPRI	maïs	tout soutien des Pays développés	2,90%
IADB	Grains	Toutes subventions	1,80%
ERS-USDA	tout produit	toutes subventions des Pays développés	3,70%
Iowa State Univ.	tout grain sauf riz et blé	différents types de subventions des P. dév.	3,30-4,30%
APAC - Zero subsidy	maïs	toutes subv. des USA	-3,00%

Source: T. Wise, 2004

Ainsi avec un certain recul, en tenant compte d'un nombre plus grand d'études d'estimation des impacts de la suppression des subventions, la possibilité d'un impact beaucoup plus faible que ce qui est aujourd'hui retenu en Afrique mérite davantage d'attention.

Comme pour toute approche d'estimation, le choix des modèles et des données influent sur les résultats obtenus. Dans le cas du coton, la plupart des études s'appuient sur les données de subvention compilées par l'ICAC. Cette institution considère que la Chine continue à subventionner en dépit des dénégations du pays concerné<sup>4</sup>. Elle estime le montant de cette

<sup>4</sup> Pour entrer dans l'OMC, la Chine a supprimé toutes les subventions directes aux paysans producteurs de coton, qui avaient la forme de soutien de prix d'achat ou de réduction des prix des intrants. Nos travaux en Chine confirment en effet la suppression de toutes ces formes de subvention. La seule intervention de la Chine

subvention suivant une méthode fort décriée aujourd'hui et à juste titre<sup>5</sup>. Une étude s'est appuyée sur les données de l'OMC, organisme qui prend acte de la déclaration officielle de la Chine de n'avoir pas de subvention sur le coton. Elle donne un niveau d'augmentation du prix mondial des plus faibles. Nous avons ainsi l'indication du problème de la fiabilité des données sur les subventions pour apprécier correctement l'impact de leur suppression. Même si nous pensons que l'ICAC commet une erreur d'estimation des montants des subventions, notamment dans le cas de la Chine, notre but n'est pas de départager les méthodes d'estimation. Le message que nous voulons partager est que l'évaluation des effets d'une suppression des subventions dépend de la précision dans l'appréhension des subventions réelles. Si l'importance en valeur de ces subventions est surestimée par rapport à la réalité, l'impact de leur suppression sera également surestimé.

L'analyse de la FAO (2004) met bien en évidence que les études dont nous avons rapporté les résultats sur le coton restent imparfaites voire très imparfaites. Au vu de l'identification des améliorations nécessaires<sup>6</sup> et qu'il sera difficile de concrétiser à court terme, nous doutons qu'on puisse améliorer de beaucoup la fiabilité et la précision des estimations des effets de la suppression des subventions. Il y a néanmoins des actions à engager relativement facilement et qu'il nous semble même urgent d'engager. Au niveau international, il faut s'accorder sur la catégorisation des mesures de soutien et sur celles qui peuvent être visées dans une démarche de réduction/suppression. Au niveau africain, nous pensons que les pays concernés doivent songer plutôt à exploiter les données dont ils disposent sur les transactions réelles de leur coton afin de suivre l'évolution de la rémunération de leur coton, même si beaucoup de facteurs interviennent dans cette évolution et qu'il ne sera pas aisé d'isoler l'incidence de la suppression des subventions.

## **1.2. Effet réduit par le réaménagement des mesures de soutien**

Pour estimer les effets de la suppression des subventions, la plupart des études, pour ne pas dire toutes les études, considèrent le cas de la suppression totale des subventions. Il est clair que, si la suppression des subventions n'est que partielle, l'augmentation du prix mondial qui en résulterait serait plus faible que ce qui est aujourd'hui retenu en Afrique. Cela est cohérent avec ce que nous venons de souligner ci-dessus concernant l'incidence du montant des subventions prises en compte. Comme le Cycle de Doha ne vise qu'un objectif de

---

concerne le contrôle de l'importation du coton fibre du marché international, ce n'est pas une subvention directe aux paysans mais une mesure de Market Price Support (MPS) qui se répercute plus ou moins sur le revenu du paysan.

<sup>5</sup> L'ICAC déduit la subvention chinoise à partir de la différence entre le prix international et le prix intérieur, en y ajoutant en plus 10 US cent/lb pour intégrer les coûts d'égrenage, de transport et de stockage sous prétexte que ce sont des opérations assurées par l'Etat chinois. C'est la méthode classique mise en œuvre par l'OCDE et qui fait objet de critiques justifiées. Dans cette façon de faire, le prix international est considéré comme le prix de référence d'une situation sans subvention mais cette hypothèse ne correspond pas à la réalité. Dans le cas du coton, l'Indice A qui sert de prix international est ce qui est observable et il est déjà influencé par les politiques des pays qui subventionnent, il ne peut être considéré comme prix de référence d'une situation sans subvention. La conséquence d'une telle hypothèse est de surestimer les subventions des pays qui subventionnent peu voire de faire apparaître une subvention dans des pays qui ne subventionnent pas du tout (les pays en développement sont les plus susceptibles de ce type d'erreur à leur insu). Il y a une conséquence plus grave attachée au mode de calcul de l'OCDE. Dans le cas d'un produit pour lequel il existe un pays faiseur-de-prix (price-maker) et qui subventionne, comme c'est le cas du coton, en prenant le prix international observé comme prix de référence sans subvention, on tend à sous-estimer le vrai prix de référence et donc à surestimer les subventions des autres pays. En d'autres termes, dans cette situation d'un pays qui subventionne et qui domine le marché, le fait qu'il subventionne va faire apparaître des subventions chez les autres pays, même s'il n'en est rien.

<sup>6</sup> Les améliorations nécessaires concernent les domaines de l'élasticité de la demande, de l'élasticité de l'offre en fonction des pays, de la prise en compte de la qualité et de la structuration du marché par rapport à la qualité, des stocks, de l'estimation des subventions avec le cas particulier de la Chine, du choix des sources de données, du choix de l'année de base pour faire les comparaisons, de l'intégration des autres activités dans le système auquel le coton est inséré.

réduction des subventions, sans engagement chiffré par ailleurs<sup>7</sup>, on ne voit pas pourquoi les pays qui subventionnent feraient excès de zèle pour décider d'une suppression totale. C'est donc le cadre des négociations de Doha qui fait que les impacts évalués par les études existantes se révéleront surestimés par rapport à la réalité.

On peut aussi anticiper que les pays visés pour la suppression des subventions ne manqueront pas de faire preuve d'habileté dans le réaménagement des mesures de soutien. Ce réaménagement constituera un autre facteur de limitation de la portée de la réduction de la subvention.

Le positionnement des pays africains sur la question de subvention sur le coton ne peut pas occulter l'approche de l'OMC pour ranger les mesures de soutien, en fonction du degré de leur effet "distorsif" sur le marché mondial<sup>8</sup>. En dépit de l'établissement d'un sous-comité coton au sein de l'OMC, l'absence d'orientations précises pour plafonner les montants des mesures dans les boîtes verte et bleue va induire un mouvement de réallocation des mesures entre les boîtes. Les pays qui subventionnent auront beau jeu de "soulager" la boîte orange pour abonder les deux autres boîtes.

A titre indicatif, il est intéressant de cerner le cas des Etats-Unis en rangeant les mesures de soutien dans les boîtes de l'OMC. Jusqu'à maintenant, du moins avant l'examen de la plainte du Brésil par l'OMC, les Etats-Unis n'ont rangé les diverses mesures de soutien que dans les boîtes verte et orange, en occultant la boîte bleue qui était une concession faite aux Européens lors du Cycle de l'Uruguay. Devant le Panel d'experts de l'OMC, les Etats-Unis tendent à admettre que certaines mesures classées dans la boîte verte ne devaient pas l'être, sans que cela signifie pour autant que ce pays les rangera dans la boîte orange. Le lobby cotonnier aux Etats-Unis n'a pas caché sa satisfaction de voir que le "Paquet de Juillet" leur ouvrait le droit à la boîte bleue (National Cotton Council, 2004). On peut en déduire que les mesures "non-vertes" vont glisser vers la boîte bleue. En tenant compte de cette possibilité, nous avons réparti le montant total de soutien américain au coton de la manière suivante :

#### Boîte orange

- Certificat d'utilisation du coton américain (Step 2 Certificates)
- Paiements liés au programme de crédit de commercialisation (Marketing loan payments)
- Garanties des crédits d'exportation
- Soutien au développement des marchés<sup>9</sup>

#### Boîte verte

- Paiement direct et contra-cyclique, ou pour la flexibilité de la production<sup>10</sup>

#### Boîte bleue

- Subvention pour le paiement de la prime d'assurance
- Paiement additionnel de calamités naturelles (Crop disaster payment)
- Paiement complémentaire d'ajustement au prix objectif (Target price payment)
- Paiement de compensation en cas de marché très baissier (Market loss payment)

Le résultat est présenté dans le Tableau 3. Ce tableau ne constitue qu'une simulation, il

---

<sup>7</sup> Quoique le chiffre de 20% de réduction soit parfois évoqué pour l'ensemble des subventions agricoles d'un pays.

<sup>8</sup> On distingue trois "boîtes" de couleur pour ranger les mesures de soutien, la boîte orange contient les mesures les plus "distorsives", à l'opposé de celles de la boîte verte. La boîte bleue contient les mesures d'un effet distorsif intermédiaire, elle a été concédée aux Européens lors du Cycle de l'Uruguay.

<sup>9</sup> C'est au titre de deux mesures de cette catégorie que le lobby "National Cotton Council" obtient tous les ans une subvention de l'ordre de dix millions de dollars !

<sup>10</sup> le montant est en général indiqué pour l'ensemble de ces trois mesures, alors que le paiement contra-cyclique est contestable comme mesure de la boîte verte.

permet de constater les fluctuations des montants alloués à la boîte orange, qui, suivant nos hypothèses, ne représentent généralement qu'environ 45% du montant annuel. En d'autres termes, selon nos hypothèses d'affectation, la réduction de subvention ne concernerait que 45% du montant total du soutien actuel. Si les efforts de réduction de subvention sont également répartis entre les productions agricoles, ce pourcentage sera réduit de 20%. Or, il est déjà remarqué que la puissance du lobby cotonnier a réussi à faire bénéficier les producteurs cotonniers d'une part de soutien qui est supérieure à la part du coton dans les productions agricoles des Etats-Unis. On peut raisonnablement penser que ce même lobby parviendra à faire admettre un effort de réduction moindre. La réduction réelle, en terme absolu, devrait donc être moindre.

Ce sont les mesures du Marketing Loan Program qui contribuent le plus à la boîte orange. Le fait que les américains aient accepté de les ranger dans cette boîte a même quelque chose d'étonnant. Ce sont aussi les mesures qui revêtent la plus grande importance aux yeux des fermiers américains, on peut donc s'attendre à une défense âpre pour les maintenir, éventuellement en les modifiant quelque peu, en les baptisant d'autres noms pour les glisser dans des boîtes plus acceptables. Si cette anticipation est avérée, la réduction effective des subventions américaines sera encore plus faible.

Notre but n'est pas de nous verser dans le pessimisme excessif sur la réduction effective des subventions américaines, nous voulons surtout attirer l'attention sur l'importance du "jeu de boîtes" qui va intervenir. Pour les américains, ce jeu a déjà commencé chez les Européens avec la réforme de la Politique Agricole Commune<sup>11</sup>, ils ne manqueront pas de s'appuyer sur ce "précédent" pour s'engager dans ce jeu. Plus que jamais, comme nous l'avions déjà souligné en vain (Fok, 2002), la bataille contre les subventions, notamment américaines, se livrera sur le terrain des boîtes et l'Afrique doit se doter d'experts dans leur manipulation pour pouvoir contester à bon escient les abus possibles de la part des autres pays.

Tableau 3. Soutien au coton américain selon une simulation de rangement dans les boîtes de l'OMC (en millions de US \$)

Année	Orange	Bleue	Verte	Total
1991	617,0	765,0	0,0	1 382,0
1992	951,0	1 378,0	0,0	2 329,0
1993	745,0	1 254,0	0,0	1 999,0
1994	91,0	271,0	0,0	362,0
1995	34,0	211,0	0,0	245,0
1996	3,0	186,0	699,0	888,0
1997	419,0	67,0	597,0	1 083,0
1998	842,0	572,0	637,0	2 051,0
1999	2 212,0	1 098,0	614,0	3 924,0
2000	1 180,2	1 430,0	575,0	3 185,2
2001	3 139,4	1 135,0	474,0	4 748,4
2002	1 591,6	1 597,0	625,0	3 813,6
2003	558,4	283,0	611,0	1 452,4

### 1.3. Produits différenciés et concurrence imparfaite : réalité occultée

A supposer même que le Cycle de Doha aboutisse à une réduction substantielle des subventions sur le coton et que l'impact sur le prix mondial soit significatif et s'approche des résultats les plus optimistes des études existantes (et en tout cas plus optimiste que ce que nous croyons), ce ne sera pas suffisant pour autant à garantir que cet effet se transmettra au prix payé au coton africain. Il y a principalement deux raisons que nous voulons aborder ici. Il s'agit d'abord de la réalité des transactions qui concernent un produit différencié (pour lequel des prix différenciés peuvent être attribués) alors que les négociations internationales appréhendent les branches d'activités ou les produits génériques. Il s'agit ensuite du

<sup>11</sup> Il n'est pas sans fondement de considérer que la nouvelle politique cotonnière en Europe, dont le montant total ne varie pas et dont 65% du montant est découplé de la production, est la manifestation d'un "jeu de boîtes".

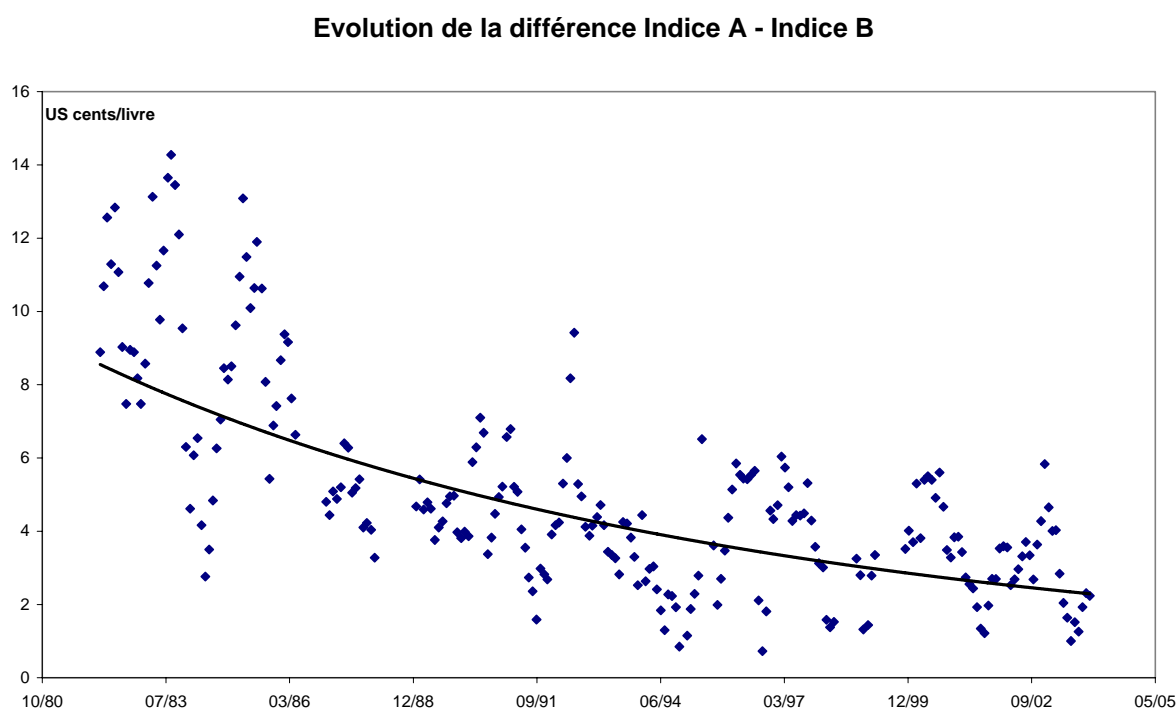


fonctionnement oligopolistique du négoce des produits agricoles qui peut nuire à la transmission du prix aux producteurs ou vendeurs.

Le coton, du moins pour les personnes initiées à ce produit, est un produit très différencié. La différenciation s'exprime déjà à travers la dénomination, l'origine du coton ("growth" en anglais). Cette différenciation repose sur des caractéristiques parfois visibles (en termes de "couleur", de teinte, de degré de charge en débris végétaux), souvent mesurables suivant des moyens plus ou moins simples (longueur de la fibre, finesse, maturité, résistance, uniformité de la longueur, pourcentage de fibres courtes). En dépit de tout cela, on constate que la perception d'une origine de coton n'est pas totalement dénuée de critères subjectifs de la part des utilisateurs finaux, en relation avec les bonnes ou mauvaises expériences qu'ils ont eues avec cette origine, que ce soit pour des raisons liées à la qualité du coton ou aux conditions de livraison de ce coton.

En raison de cette différenciation, les prix appliqués au coton peuvent être très différents sans qu'il soit aisé de relier précisément une différence de prix à une différence dans les caractéristiques des cotons. Au niveau international, les indices A et B sont établis depuis plusieurs décennies pour servir d'indicateurs de prix pour deux "qualités" de coton, l'indice B correspond au coton de qualité moindre que celle habituellement demandée par les utilisateurs finaux. L'écart entre ces deux indices se réduit et est d'environ 3 US cents/livre (Figure 1), contre près du triple il y a vingt ans.

Figure 1. Réduction tendancielle de l'écart entre les indices A et B

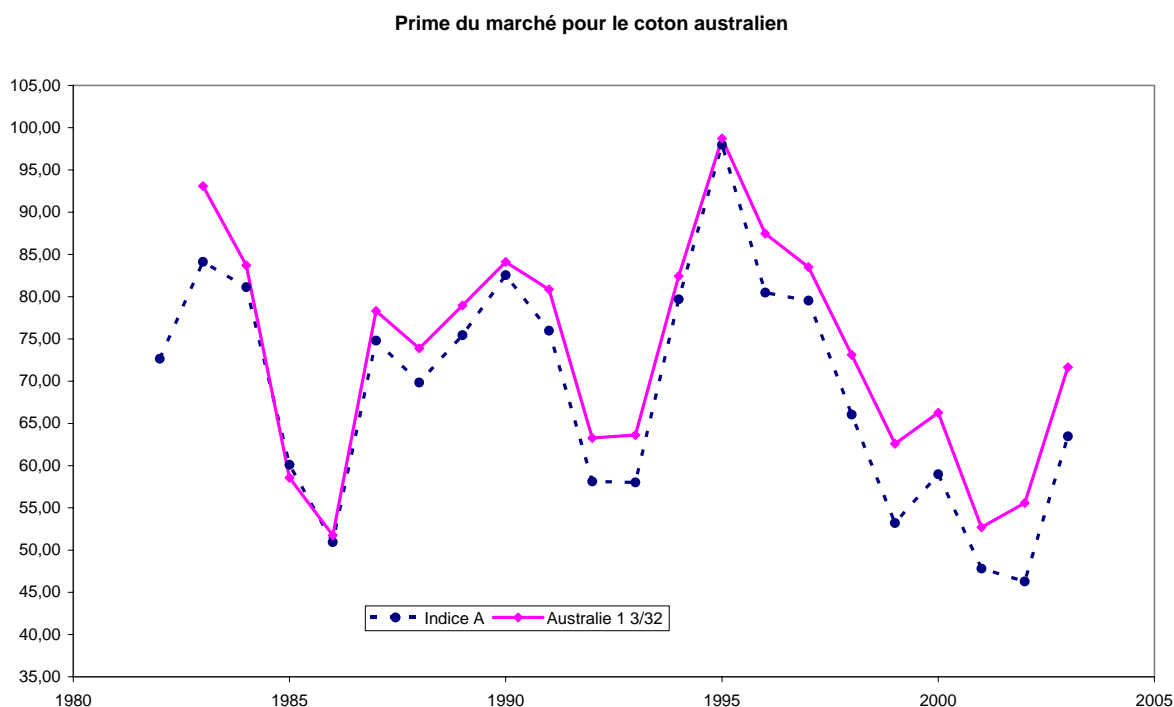


A l'intérieur du même groupe de qualité de coton, on constate qu'il peut y avoir un écart de prix plus important que ce qui est observé entre les indices A et B. Le coton australien (Middling, 1 3/32) jouit d'une prime par rapport au coton de l'indice A, ce qui n'est pas le cas du coton de l'Afrique de l'Ouest comme on le verra. Cette prime est au moins égale à 5 US cents/livre (Figure 2), supérieur à l'écart entre les indices A et B.

A ce stade, sans entrer davantage dans les détails de la différence entre les cotons, nous voulons souligner cette réalité de différence de prix dans les transactions réelles et la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité de prédire comment évolueront ces différences de prix en conséquence de la suppression des subventions. En d'autres termes, le fait de prédire une

augmentation du prix moyen du coton à la suite de la suppression des subventions ne permet nullement de dire comment évoluera le prix du coton d'un pays par rapport au prix moyen. On peut même penser qu'il y a une hypothèse implicite selon laquelle l'augmentation du prix moyen au niveau mondial se répercutera automatiquement et de manière égale aux prix de tous les cotons. Le fait que les différentiels de prix observés ne peuvent être précisément rapprochés de critères objectifs indiquerait que rien n'est moins sûr. On ne peut pas rejeter l'hypothèse que le prix moyen au niveau mondial puisse augmenter mais que le prix qu'un pays parvient à obtenir n'augmente pas, voire même régresse. En se plaçant dans la perspective de ce malheureux pays, quel avantage tirera-t-il de son combat pour que le prix mondial augmente ?

Figure 2. Octroi d'une prime de marché au coton australien



La défense du prix qu'un pays retire de la vente de son coton ne peut se reposer uniquement sur la correction du prix mondial débarrassé des subventions qui l'ont distordu. Elle doit procéder aussi, sinon davantage, de l'appréhension de la réalité des transactions du coton, mettant au prise un produit, les perceptions de ce produit par le vendeur et l'acheteur, les négociations commerciales qui s'y rapportent et l'équilibre (ou plutôt le déséquilibre) de pouvoirs dans ces négociations.

Cette réalité des transactions est en général occultée dans l'analyse des effets des politiques et des politiques agricoles en particulier. Elle est notamment occultée dans toutes les études d'évaluation des impacts de la suppression des subventions que nous avons évoquées précédemment, en ce sens qu'elles supposent toutes qu'une réduction de l'offre et le déséquilibre entre l'offre et la demande qui en découle sera ajusté automatiquement et intégralement par une augmentation du prix. Cette acception prédomine dans les analyses des politiques de soutien. Dans le domaine du soutien aux producteurs, les mesures appelées soutien au prix de marché (Market Price Support) sont fréquemment assimilées à un soutien au revenu des producteurs, sous l'hypothèse que ce soutien au prix leur est intégralement transféré. Cela est la conséquence de la théorie de la concurrence pure et parfaite qui retient l'hypothèse que le prix est le seul résultat de l'état d'équilibre ou de déséquilibre entre l'offre et la demande. Dans la réalité, la concurrence pure et parfaite est loin de prévaloir.

La prédominance de la concurrence imparfaite est plus particulièrement vraie dans le domaine du négoce où le marché est oligopolistique. Dans le cas du négoce des céréales ou des

grains par exemple, le marché américain est dominé par 3 sociétés transnationales<sup>12</sup>, dont deux font partie des quatre qui dominent le marché des opérations de stockage et de manutention dans les ports d'exportation. La situation d'oligopole signifie que la répartition des pouvoirs est déséquilibrée dans la négociation des transactions et que ce sont les sociétés oligopolistiques qui ont la possibilité de capter le transfert du signal prix à leur profit, surtout en absence de coordination des vendeurs pour s'y opposer. Cette réalité d'oligopole est considérée comme l'explication du faible impact de la libéralisation du commerce du maïs sur le prix touché par les paysans au Mexique (Wise, 2004).

Dans le domaine du coton, si l'on se réfère au recensement de l'ICAC sur les sociétés impliqués dans les achats et ventes, le caractère d'oligopole ne ressort pas aussi clairement même si la concentration est notable<sup>13</sup>. Cependant, si l'on se concentre sur les sociétés intervenant à l'échelle internationale, notamment les plus grosses sociétés de négoce réalisant des achats de plus de 200 000 tonnes de fibres dans les différents continents, la situation d'oligopole est claire. On note dans le Tableau 4 que la plupart de ces grosses sociétés américaines ou européennes sont bien présentes en Afrique, notamment en reprenant des usines d'égrenage à la faveur du mouvement de privatisation qui est opéré depuis une dizaine d'années. En Afrique francophone, la quasi-totalité du coton produit est vendue principalement à cinq négociants d'envergure internationale.

Tableau 4. Négocier international du coton : situation oligopolistique

Zones d'origine	1994	2004
USA	Allenberg cotton co. Conticotton Dunavant Enterprises Inc. Hohenberg Bros. Cny	Allenberg cotton co.  Dunavant Enterprises Inc.  ECOM USA Inc. Cargill Cotton Weil Brothers & Rountree
Europe	L. Dreyfus Cotton international (B) Copaco (Fr) Paul Reinhard AG (Sz) Stahel Hardmeyer AG (Sz) Ralli Brothers & Coney (UK)	L. Dreyfus Cotton international (B) Copaco (Fr) Paul Reinhard AG (Sz)  Aiglon Dublin Ltd (Sz) Plexus
Asie-Pacifique		Toyo Cotton (Jp) Queensland cotton Corp. (Aus)

Source : à partir des enquêtes de l'ICAC en 1994 et 2004

#### 1.4. Actions pour induire un effet prix aussi favorable que possible

Une fois de plus, l'analyse que nous avons conduite ne vise pas à remettre en cause la démarche des pays africains pour protester contre la distorsion introduite par les politiques cotonnières de quelques pays dans le monde. Cette démarche est légitime et elle a des répercussions qui dépassent les limites du seul secteur de la production cotonnière. Elle est

<sup>12</sup> Cargill-Continental, ADM et Zen-Noh ont contrôlé 82% et 65% des exportations américaines de maïs et de soja en 2002. Les deux premières de ces sociétés font partie des quatre qui contrôlent la totalité des opérations de stockage, de manutention dans les ports d'exportation (Wise, 2004).

<sup>13</sup> Selon l'ICAC (1994), la moitié de la production mondiale était commercialisée par les 22 plus grandes entreprises, sans distinctions des transactions intérieures et internationales, pour tous les types d'entreprise (sociétés privées, sociétés d'état, coopératives), mais 9 d'entre elles étaient des négociants privés.

engagée avec une étape cruciale consistant à prendre à témoin la communauté internationale, donnant lieu à un grand retentissement mondial. Notre analyse indique que cette étape n'est pas suffisante pour que l'augmentation du prix pouvant résulter de la réduction/suppression des subventions soit aussi importante que les pays africains inclinent à croire en ce moment. En soulignant les facteurs pouvant limiter l'effet prix, notre analyse a pour but de mettre en évidence les actions à entreprendre pour contrecarrer ces facteurs.

En premier lieu, il faudrait que les pays africains cessent de parler de manière restrictive des subventions et s'attaquent à l'ensemble des mesures de soutien en considérant que toute forme de soutien a un effet sur l'offre. Cette position est déjà formulée dans l'enceinte des négociations de l'OMC et elle doit bénéficier d'une certaine alliance.

En second lieu, il convient que les pays africains préviennent du "jeu de boîtes" qui pourrait leur être préjudiciable. Pour cela, il leur faut disposer de leurs propres experts dans la compréhension de ces boîtes. L'examen de la plainte du Brésil contre la politique de soutien des Etats-Unis met en évidence le flou voire l'arbitraire qui préside à l'affectation des mesures de soutien dans les diverses boîtes. Les pays africains auraient intérêt à réclamer une mise à plat de la situation en faisant établir, à l'échelle de tous les pays, une correspondance entre les mesures de soutien qu'ils accordent et les boîtes auxquelles elles correspondent. Au lieu que cet exercice soit réalisé par le pays concerné et dont le résultat est enregistré tel quel sans discussion par l'OMC, il faudrait le soumettre à l'approbation des autres pays afin d'éviter que la plainte soit le seul moyen, ex-post, de contester la légitimité des mesures d'un pays.

En troisième lieu, certaines positions vis-à-vis de la gestion des "boîtes" de l'OMC nous paraissent déjà plus favorables aux pays africains et il convient de les affirmer avec davantage de force. Le plafonnement des montants à attribuer à chaque boîte doit être revendiquée, cela est déjà défendu par divers groupes de pression et il ressort aussi des dernières déclarations de l'UEMOA. Il faudrait aller plus loin en avançant des chiffres qui puissent servir de base de discussion. Une autre position, pas encore défendue dans l'enceinte de l'OMC, consiste à proposer des modes d'utilisation des économies résultant de la réduction des politiques de soutien. Sans revendication de la part des pays qui ont souffert des politiques des pays développés qui soutiennent leur agriculture, ces économies risquent de retourner simplement dans les caisses de ces derniers pays. Il est pourtant justifié de revendiquer l'attribution de ces économies au profit des pays en développement, soit pour compenser les torts qu'ils avaient subis, soit pour être assistés pour gagner en compétitivité, ou encore pour mener les actions d'accompagnement afin que la libéralisation n'induisse pas les effets défavorables dans nombre de pays.

Enfin, il faudrait que la régulation internationale prenne en compte la réalité de la concurrence imparfaite, les risques de trust et de cartel, tout comme cela l'est déjà à l'échelle nationale avec les lois anti-trust. Le commerce est réalisé par des entités commerciales, il est pour le moins paradoxal de limiter les efforts de régulation au niveau des pays dont ils sont originaires (ce qui a peu de sens dans le cas des sociétés transnationales) sans chercher à veiller à un minimum de bonnes pratiques des acteurs qui dominent le commerce. Initier une démarche dans le sens d'un début de régulation des pratiques des grandes sociétés de négoce donnerait certainement davantage de sens à l'ambition de développement du Cycle de Doha. Les africains tiennent là une opportunité de faire une proposition qui dépasse la spécificité du coton (tout en étant bénéfique au coton) et qui contribuera à une plus grande portée des négociations actuelles.

## **2. Distorsion d'une sous-valorisation à l'exportation du coton**

Dans cette partie, nous nous attachons à montrer que le coton de l'Afrique francophone, et plus particulièrement de l'Afrique de l'Ouest, souffre d'un manque d'action pour être valorisé à la hauteur de sa qualité. Au risque de choquer, en dépit d'un certain consensus sur la qualité

du coton de cette partie d'Afrique, nous fournirons d'abord des éléments tendant à indiquer une rémunération du coton inférieure à ce qu'on pourrait attendre. Parmi les facteurs pouvant expliquer cette situation, nous analyserons l'inconvénient pour le coton de l'Afrique de l'Ouest à se faire cantonner dans le "panier" de l'Indice A, indication de prix mondial, ce faisant nous égratignerons quelque peu l'institution que représente cet indice. Nous évoquerons les effets négatifs d'une absence de coordination entre les pays dans la vente de leur coton, aboutissant à une auto-concurrence qui est, nous semble-t-il, la forme de concurrence dont souffrent le plus les pays concernés. Nous mettrons en lumière les particularités des règles qui régissent les contrats de vente du coton afin de cerner les conditions nécessaires à mieux valoriser la qualité du coton lors de sa vente. Enfin, nous relèverons un phénomène de changement subtil des règles à l'exportation du coton africain vis-à-vis duquel les pays sont restés totalement passifs. Nous aborderons ces différents aspects de manière succincte, on trouvera davantage de détail dans une étude faite pour le compte de l'UEMOA/ONUDI (Fok et Bachelier, 2004).

## **2.1. Une bonne différenciation du coton non payée en retour**

De manière générale, il y a une convergence d'appréciation positive sur la qualité du coton produit en Afrique de l'Ouest. Il y a aussi quelques réserves sur cette qualité. Le coton est devenu plus teinté dans certains pays ces dernières années, même si l'effet négatif de ce caractère à l'utilisation au niveau des filatures nous paraît toujours obscur<sup>14</sup>. On rappelle des cas, parfois anciens, de coton collant, en tendant à faire de ce problème une spécificité africaine alors qu'on entend peu parler du collage du coton d'Arizona consécutif à des infestations endémiques de mouches blanches. Plus sérieuse est cependant est la critique sur les cas de contamination du coton par des corps étrangers dont la présence peut être très dommageable au niveau des filatures.

Ces réserves étant faites, mais elles ne sont pas de poids égal, le coton de l'Afrique manifeste un niveau de qualité enviable pour plusieurs critères objectifs et mesurables. L'Indice A se réfère à un type de coton d'un certain niveau d'apparence<sup>15</sup> et à une longueur de fibre de 1"3/32 (27,8 mm). Ces deux critères sont les critères de base de tous les contrats de vente du coton, auxquels il est possible d'en adjoindre d'autres, mais on y reviendra.

Les pays de l'Afrique de l'Ouest ont retenu un grand nombre de types de vente de leur coton, types qui se rapportent à leur apparence suivant les critères que nous avons indiqués. Ces "types de vente" peuvent être synthétisés en quatre groupes appelés souvent "type inférieur", "type moyen", "type de référence", "type supérieur". La position du type de référence vis-à-vis du coton correspondant au coton de l'Indice A est ambiguë. Selon les personnes interrogées, le type de coton de l'Indice A soit correspond au type de référence soit se situe entre les types moyen et référence. Il ne nous appartient pas de trancher cette ambiguïté qui nous semble aller à l'encontre des intérêts des pays concernés. Nous pouvons noter cependant que, pour l'ensemble du coton de cinq pays de l'UEMOA pour lesquels nous avons pu obtenir les chiffres (ce qui représente la majeure partie de la production de cette zone économique), au minimum 65% du coton produit est supérieur ou égal au niveau d'apparence requis pour l'Indice A (Tableau 5). Si on admet que le type de coton de cet Indice est effectivement intermédiaire entre les types Moyen et Référence, c'est près de 80% de la production qui est dans cette situation.

---

<sup>14</sup> Dans la séquence des opérations aboutissant à la production de tissu imprimé par exemple, l'ébouissage à la soude du tissu écru (pour rendre le coton hydrophile), suivi au besoin d'un blanchiment semblent être des étapes qui résolvent le problème éventuel de teinte du tissu écru.

<sup>15</sup> Le grade "Middling" correspond à un certain niveau de charge en débris végétaux, de teinte du coton et de "préparation", c'est-à-dire une indication indirecte des chocs mécaniques que la fibre de coton a subi lors de l'égrenage, néfaste à la préservation des qualités intrinsèques de la fibre.

Tableau 5. Répartition avantageuse du coton africain selon le grade (apparence)

Année	Groupe de types de vente de coton fibre				Total
	Inférieur	Moyen	Référence	Supérieur	
1997	4%	34%	45%	18%	100%
1998	6%	38%	39%	17%	100%
1999	5%	32%	42%	20%	100%
2000	2%	22%	45%	30%	100%
2001	5%	25%	42%	29%	100%
2002	3%	22%	46%	29%	100%
2003	5%	31%	39%	26%	100%
Total	4%	29%	43%	24%	100%

C'est au niveau de la longueur que le niveau de qualité du coton de l'Afrique de l'Ouest est impressionnant. Pour l'ensemble de cinq pays de l'UEMOA (Tableau 6), plus de 70% du coton correspondent à une longueur au moins égale à 1"3/32, et 23% correspondent à une longueur supérieure. Au niveau d'un pays majeur dans la production cotonnière, les chiffres sont encore plus édifiants. Il n'y a pratiquement pas de coton dont la longueur est inférieure à celle retenue pour le coton entrant dans l'Indice A (Tableau 7). Mieux encore, on peut relever que près de 60% du coton produit dans ces pays présentent une longueur supérieure à celle du coton de l'Indice A, une telle proportion est rarement obtenue ailleurs dans le monde. Cette observation est importante, on y reviendra.

Tableau 6. Distribution de la production de 5 pays de l'UEMOA en fonction de la longueur de la fibre

	$\geq 1"5/32$	1"1/8	1"3/32	$< 1"3/32$
1 995	4%	34%	57%	5%
1 996	4%	33%	55%	8%
1 997	2%	41%	55%	1%
1 998	0%	31%	57%	13%
1 999	2%	24%	47%	27%
2 000	1%	23%	51%	25%
2 001	0%	19%	53%	28%
2 002	0%	23%	48%	29%

Tableau 7. Distribution de la production d'un pays majeur en fonction de la longueur de la fibre

	$\geq 1"5/32$	1"1/8	1"3/32	$< 1"3/32$
1995	1%	21%	76%	3%
1996	1%	21%	77%	2%
1997	1%	29%	69%	1%
1998	2%	43%	53%	2%
1999	4%	49%	43%	4%
2000	3%	39%	54%	4%
2001	3%	54%	38%	5%
2002	3%	42%	48%	6%
2003	2%	56%	42%	0%

L'examen de la clientèle du coton de l'Afrique de l'Ouest témoigne de la reconnaissance de la qualité de ce coton. Les pays européens, Taïwan et Japon sont connus aujourd'hui pour

les exigences de leurs industries textiles sur la qualité de la matière première, on observe qu'ils représentent 30-35% des destinations du coton de l'Afrique de l'Ouest<sup>16</sup>.

Tableau 8. Evolution des part cumulées de l'Europe des 15, de Taïwan et du Japon dans la destination du coton de l'Afrique de l'Ouest

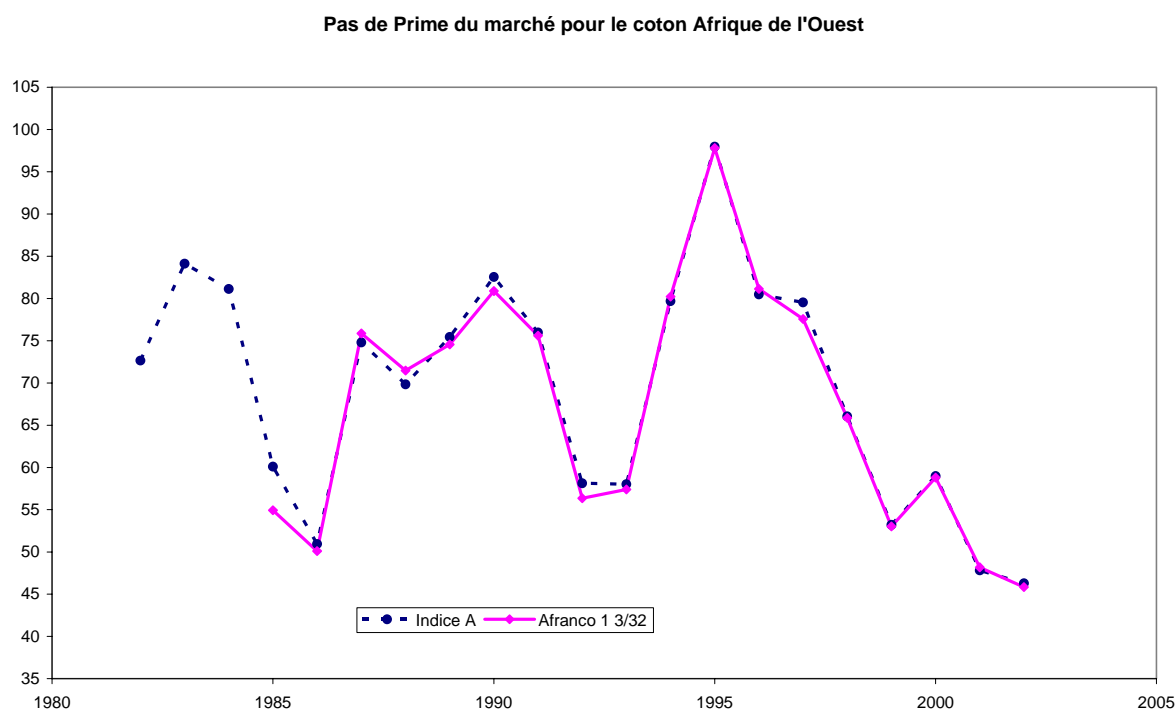
1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
37%	38%	28%	30%	24%	32%	15%	39%

En résumé, au regard des deux critères de base pour la vente du coton, le coton de l'Afrique de l'Ouest nous semble se situer au-dessus du lot. Et pourtant, cette supériorité ne se traduit pas au niveau des prix obtenus.

Depuis environ deux décennies, Cotlook présente des cotations pour une origine "Afrique de l'Ouest" en position CAF Nord Europe. En comparant ces cotations avec l'Indice A, la supériorité du coton africain n'est manifestation pas reconnue (Figure 3) contrairement à ce que nous avons montré pour le coton australien (Figure 2).

En somme, le marché du coton reconnaît bien la différenciation du coton en fonction des origines et accorde des primes quand un coton est apprécié. En dépit d'un certain niveau de qualité objective, il n'y a pas de prime octroyée au coton de l'Afrique de l'Ouest. Il se peut que ce soit la manifestation d'une situation de marché oligopolistique, mais il y a également d'autres facteurs à considérer.

Figure 3. Prix du Coton africain: à peine le niveau de l'Indice A



## 2.2. Un coton mal placé dans le "panier" de l'Indice A

Dans le domaine du coton, il convient de reconnaître d'abord l'avantage de disposer d'un indice de prix mondial, rôle joué par l'Indice A de Cotlook depuis plusieurs décennies. Cet Indice a donc acquis une stature d'institution. En analysant les imperfections de cet Indice, nous sommes conscients que nous nous attaquons à un élément solidement ancré dans le monde du coton. C'est cependant le rôle du chercheur pour le développement de contribuer à

<sup>16</sup> Pour autant, il ne faudrait pas croire que le coton de l'Afrique est d'une qualité parfaite. Pour rendre à la récolte manuelle ses lettres de noblesse et garder les clients exigeants, le problème de contamination par des corps étrangers doit être appréhendé avec vigueur et rigueur.

améliorer le fonctionnement de ce marché, et plus particulièrement dans le sens d'une plus grande équité en faveur des pays africains.

L'indice A se réfère à un panier de 12 origines de coton dans le monde et il est calculé à partir des prix de 5 origines dont les cotations ont été les plus faibles. La construction de cet indice est très particulière. Elle est basée sur les déclarations d'intention, communiquées au téléphone ou par fax, des vendeurs ou des acheteurs, de vendre ou d'acheter à tel ou tel prix. Les indications de prix ainsi obtenues ne correspondent donc pas forcément à la réalité des transactions passées et elles sont soumises à manipulation possible des opérateurs<sup>17</sup>.

L'origine coton Afrique de l'Ouest est intégrée dans le panier de douze depuis près de vingt ans. Depuis plus de dix ans, l'on constate que l'origine Afrique de l'Ouest fait partie des 5 origines les moins cotées pour servir au calcul de l'indice A. Pis encore, le prix de l'origine Afrique de l'Ouest apparaît même parmi les plus faibles des 5 origines. Voilà une situation paradoxale au vu des éléments de bon niveau de qualité que nous avons montrés. On est en droit de douter de la qualité de l'indice A compte tenu du mode peu rigoureux de sa construction.

Au regard des critères d'apparence (ou grade) et de longueur du coton de l'Afrique de l'Ouest, il nous semble que ce coton ne correspond plus au type de coton de l'Indice A. Comme on l'a vu, la longueur du coton africain est très fréquemment au-dessus de 1"3/32. Le grade peut aussi dépasser le "middling", mais il est vrai que cela est variable entre les pays. Quand on voit qu'il y a si peu de coton africain avec la longueur 1"3/32 (l'essentiel de la production dépasse cette longueur), on peut se demander comment Cotlook parvient toujours à avoir des cotations sur ce type de coton pour établir son indice! En effet, parmi toutes les origines cotées, l'origine Afrique de l'Ouest est celle pour laquelle les cotations sont les plus régulières. Avec relativement si peu de coton correspondant au type de l'indice, on peut se demander comment les opérateurs du négoce arrivent à en trouver suffisamment pour des cotations aussi régulières<sup>18</sup>.

Il ne nous paraît donc pas infondé de penser que Cotlook soit victime de quelque manipulation dans les cotations qui lui parviennent. Cotlook n'est peut-être pas à blâmer pour cela puisque les pays de l'UEMOA n'ont jamais fait valoir explicitement ou publiquement les particularités de leur coton, ni sa différence avec le coton qui sert à établir l'Indice A. Tant qu'ils ne le feront pas, il ne faudra pas s'étonner de la poursuite de distorsion de prix à leurs dépens.

Enfin, les cotations rapportées par Cotlook ont pris acte du déplacement géographique de la consommation en Asie. Les cotations sont indiquées pour l'Extrême-Orient, l'origine Afrique de l'Ouest n'est pas retenue mais le coton spécifique à chaque pays de cette région. C'est une indication d'une perte d'appellation commune, elle est importante à relever quand on entend tant parler du Label coton Afrique: c'est cependant un niveau d'appellation commune plus ambitieuse qui peut sonner faux quand on n'a pas pu sauvegarder un acquis antérieur.

### **2.3. Passivité face à une auto-concurrence de fait**

Il n'y a pas à ce jour de velléité dans la coordination des ventes du coton entre les pays de l'Afrique de l'Ouest. On peut même douter que cette coordination puisse être engagée aujourd'hui dans un contexte de privatisation qui a induit par ailleurs l'entrée des négociants

---

<sup>17</sup> On nous a fait remarquer qu'il arrive qu'une proposition d'achat d'un lot important de coton par un négociant puisse être précédée la veille par une plongée inexplicable de l'Indice A. En clair, un négociant, ayant intérêt à acheter à un prix bas, peut être tenté de déclarer la veille des ventes massives pour faire plonger le cours.

<sup>18</sup> Pour des contrats avec des négociants, on peut considérer une quantité moyenne de 1000 tonnes. Sur la base de 250 jours de cotations avec un minimum d'un contrat par jour, il faudrait disposer de 250 000 tonnes de coton du type de l'Indice A, soit plus de 30-35% du coton produit en Afrique de l'Ouest. Cela est largement supérieur à la proportion que nous avons trouvée.



internationaux. En absence de coordination, les pays se concurrencent de fait et on peut dire que c'est cette concurrence qui leur est la plus nuisible.

La concurrence entre ces pays repose sur des facteurs objectifs. On a affaire à des cotons très proches au niveau de la qualité, et ils sont disponibles aux mêmes périodes. Pour une production globale, en cumulant l'Afrique de l'Ouest et du Centre, représentant environ 15% des quantités exportées dans le monde, les traits communs auraient pu être un atout pour pousser à coordonner les ventes, voire à mettre en œuvre une bourse régionale à cette fin. Au lieu de cela, ces traits communs alimentent plutôt la mise en concurrence, situation exacerbée par ailleurs par la contrainte de vendre une bonne partie de la production sur la même période réduite (afin de disposer de trésorerie pour payer les paysans mais aussi les fournisseurs d'intrants).

Des options prises par ces pays, sans coordination aucune, contribuent à accentuer les effets de la concurrence entre eux. La première de ces options est de retenir des listes de types de vente de leur coton, dont les correspondances au standard international<sup>19</sup> sont devenues floues. Pis encore, les négociants ont aujourd'hui la possibilité de faire valoir leur perception de ces correspondances, bien entendu dans le sens de leur intérêt.

La sous-exploitation d'un standard de coton Afrique<sup>20</sup>, établi en 1995, est une autre illustration de la passivité qui a primé jusqu'à ce jour dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Ce standard est totalement occulté. Nombre d'acteurs des filières coton en Afrique en ignorent même l'existence. Il n'y a pas de mise en correspondance avec les types de vente de chaque pays, et évidemment ce standard n'est nullement utilisé dans les ventes à l'exportation.

L'auto-concurrence entre les pays de l'Afrique de l'Ouest se traduit de manière tangible dans les grilles de prime & décote dont disposent des pays pour discuter des prix à la vente du coton. Ces grilles définissent les écarts de prix à espérer en fonction d'une variation de longueur de la fibre ou d'apparence du coton. Ces écarts sont déterminés par rapport à une référence de type de vente. On observe que le choix de ce type de vente de référence n'est pas forcément raisonné pour valoriser au mieux le coton des pays concernés et on constate surtout qu'il n'y a pas du tout d'harmonisation des grilles entre les pays. Il en découle que, d'un pays à l'autre, le négociant ne paie pas le même sur-prix pour une fibre plus longue. C'est évidemment des différences qui peuvent être exploitées au profit de l'acheteur et au détriment du vendeur.

Cependant dans ce domaine de coordination, on peut espérer une évolution positive avec le démarrage d'un processus d'actualisation du Standard coton Afrique associant les pays de l'UEMOA. Il reste à savoir avec quelle vitesse et quelle volonté ce processus va être conduit.

#### **2.4. Une préparation insuffisante pour exploiter la qualité à la vente**

Pour que la qualité du coton de l'Afrique de l'Ouest puisse être reconnue par un prix meilleur, encore faut-il que cette qualité soit effectivement vendue, c'est-à-dire exploitée à la vente. Ce n'est pas réellement le cas, en partie parce que les conditions existantes ne permettent pas de s'engager dans cette exploitation de la qualité. Bien que l'objectif d'exploitation de la qualité du coton de l'Afrique de l'Ouest soit devenu un leitmotiv, comme l'atteste l'évocation insistante de constitution d'un Label coton Afrique, on fait peu de référence aux conditions pour l'atteindre, parce qu'il y a une grande méconnaissance des règles régissant les transactions de coton.

Toutes les transactions de coton sont adossées à des règlements émanant ou portées par

---

<sup>19</sup> Il y a un standard universel pour catégoriser l'apparence du coton en fonction des critères déjà évoqués, il dérive du standard américain qui comporte plus de quarante types ou grades de coton.

<sup>20</sup> Ce standard est établi avec 6 numéros de grade de coton (de 0 à 5), avec une correspondance (insuffisamment explicite peut-être) avec le standard universel, auxquels s'ajoutent deux autres grades appelés "standard coloré" et "standard gris".

des associations professionnelles du coton, relevant souvent de bourses cotonnières dont certaines fonctionnent encore aujourd'hui. Ces règlements ont près d'un siècle et demi d'histoire et ont connu plusieurs phases d'adaptation. Globalement, jusqu'à la dernière décennie, on peut considérer que ces règlements étaient équilibrés en prenant en compte les intérêts des vendeurs et des acheteurs. Sans entrer dans l'analyse de ces règlements que nous avons étudiés récemment (Fok, 2004), signalons que ce sont les règlements de la Liverpool Cotton Association (LCA devenue Internationale Cotton Association depuis quelques mois) qui sont les plus usités, représentant au moins 60% des transactions mondiales de coton. L'Afrique francophone recourt cependant exclusivement aux Règlements Généraux du Havre (RGH dont l'Association Française Cotonnière est dépositaire) dans la vente du coton aux négociants, mais on peut penser que ces derniers revendent suivant les Règlements de la LCA.

Dans le domaine de la qualité, les RGH, comme tous les autres règlements, retiennent le principe de garantie de quelques critères de qualité sans cependant obliger le vendeur à les garantir tous. Ce principe signifie que des pénalités sont applicables au vendeur au cas où le niveau de qualité fourni pour un critère engagé n'est pas respecté<sup>21</sup>, suivant des grilles établies à cette fin. Dans le cas des RGH, en dehors des critères de base tels que la longueur de la fibre et le grade (d'apparence), il y a une grille pour l'indice micronaire (indicateur combiné de la finesse et de la maturité de la fibre). Les règlements de la LCA comportent en plus des grilles de pénalités pour la ténacité de la fibre, mesuré suivant deux méthodes différentes. A ce stade, il convient de souligner que tous les autres critères qu'il est possible de mesurer, notamment au moyen de machines très sophistiquées dont on encourage de plus en plus l'utilisation en Afrique, ne sont pas garantissables dans les contrats.

Jusqu'à maintenant, les pays de l'Afrique de l'Ouest ne s'engagent pas dans la garantie de la qualité de leur coton au-delà des critères de base. Ils ne garantissent ni l'indice micronaire ni la ténacité en dépit d'un niveau généralement bon pour ces critères. On ne peut leur reprocher de ne pas garantir le caractère non-collant de leur coton car les règlements actuels ne permettent pas de le faire.

Les pays de l'Afrique de l'Ouest ont peu fait évoluer le classement de leur coton. A l'exception du Burkina et du Bénin, il y a eu peu d'effort de modernisation du classement du coton fibre. La plupart des pays n'ont pas pris les dispositions pour mesurer le micronaire et la ténacité sur une part suffisante de leur production, il en découle qu'ils ne sont pas en mesure de garantir ces critères avec un risque contrôlé. Sans engagement pour étendre les critères pris en compte dans le classement du coton, notamment ces deux critères garantissables, ces pays peuvent difficilement espérer mieux vendre leur coton. Il est à remarquer que ce sont les négociants, soit directement, soit en recourant à des organismes de contrôle de qualité, qui aujourd'hui classent le coton avec élargissement du nombre de critères et qui doivent en tirer profit.

Enfin, le monde du coton est aujourd'hui très attentif à l'incidence de la Chine sur l'évolution des règlements auxquels les contrats de transaction sont adossés. Ce pays est en voie d'éditer ses propres règlements sans s'aligner totalement sur ceux de Liverpool (2005). Sachant que c'est une destination importante du coton de l'Afrique de l'Ouest, les pays de cette région doivent manifester la plus grande vigilance sur cette évolution.

## **2.5. Une évolution pernicieuse et défavorable des règles de contrôle de qualité**

La réforme des filières cotonnières en Afrique francophone, engagée depuis le début des années 1990, s'est traduite par un changement notable, mais peu remarqué, dans les

---

<sup>21</sup> Par contre, le vendeur n'est pas récompensé s'il lui arrive de fournir un niveau de qualité supérieur à celui sur lequel il s'est engagé.

modalités de vente du coton dans ces pays. Par cette réforme, la vente par agence<sup>22</sup> en position CAF aux filateurs a cédé rapidement le pas à la vente aux négociants, en position FOB. Aujourd'hui, la majeure partie du coton de ces pays est vendue à un nombre limité de négociants internationaux, en général 4-5 sociétés. Cette évolution marque une rupture de contact entre les pays producteurs de l'Afrique et les utilisateurs finaux de leur coton. Cette réalité semble être encore mal appréhendée par ces pays qui, paradoxalement, clament plus que jamais la nécessité d'établir un label de leur coton alors qu'ils se sont éloignés des clients pour faire reconnaître ce label.

L'évolution engagée marque aussi un changement important dans la nature des ventes du coton. Dans la mesure où les négociants qui achètent le coton sont aussi, en partie, propriétaires de certaines sociétés d'égrenage dans les pays concernés, une part significative des ventes de coton a les caractéristiques d'échanges intra-entreprises. Les risques de dérive de ce type d'échange, au détriment de l'entité qui vend, sont bien connus.

Sans vouloir procéder au bilan de l'évolution des modalités de vente du coton depuis la réforme des filières en Afrique de l'Ouest, il convient de noter qu'il s'est traduit par une quasi disparition des ventes en position CAF aux utilisateurs finaux (filateurs). Le coton est exclusivement vendu en position FOB dans un port de la région. Ce changement est accompagné d'une évolution dans les règles de contrôle de la qualité qui échappe aux sociétés qui vendent le coton.

Alors que le coton continue à être vendu en référence aux RGH, il y a un hiatus dans les procédures de contrôle de qualité qui est rarement relevé. Les RGH sont extrêmement explicites pour les procédures de contrôle contradictoire de la qualité pour les ventes en position CAF, port Europe (AFCOT, 1994), mais ils le sont bien moins pour les ventes en position FOB. Tout se passe comme si le coton de l'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui vendu sans réelles règles explicites pour le contrôle contradictoire de la qualité. En réalité, comme ce sont les négociants qui se sont organisés pour contrôler la qualité, par eux-même ou par l'entremise d'une société spécialisée, la qualité est appréciée unilatéralement par l'acheteur.

On ne doit pas forcément douter de l'équité dont l'acheteur peut faire preuve dans le contrôle de la qualité, pour autant une évolution prend place et qui va à l'encontre d'un acquis obtenu depuis l'émergence des règlements des Associations cotonnières. Ces règlements reconnaissent le caractère naturel de la fibre de coton, et donc un certain degré de variabilité des critères de qualité. Cette reconnaissance se traduit par les notions de seuil de tolérance et de franchise signifiant qu'un vendeur, tout en étant de bonne foi, peut fournir un produit dont un certain pourcentage peut s'écarter du niveau sur lequel il s'est engagé. Ces notions semblent être aujourd'hui révolues en Afrique de l'Ouest. Les négociants, sur la base du contrôle des échantillons des balles de coton qu'ils requièrent, ne se privent pas pour écarter les balles qui ne leur conviennent pas. De la perspective des vendeurs, c'est un recul par rapport à un acquis historique.

Bien entendu, en dehors de cet acquis bafoué, la question demeure pour les vendeurs du devenir des balles écartées pour lesquelles ils se trouveront en position de faiblesse pour les vendre aux mêmes négociants.

Les RGH sont aussi assez précis sur le respect des délais de livraison par le vendeur et d'enlèvement par l'acheteur. Lorsque le marché n'est pas porteur, les négociants ont beau jeu de retarder les enlèvements, laissant la charge du coût de stockage et d'entreposage au vendeur. Lorsque l'enlèvement est très retardé et que les capacités d'entreposage dans les conditions

---

<sup>22</sup> Les sociétés cotonnières des pays de l'Afrique ont commissionné, pendant très longtemps, la Compagnie Cotonnière (COPACO), filiale de Dagris (ex-CFDT), pour vendre leur coton directement aux utilisateurs finaux, les filateurs, en position CAF (Coût Assurance et Fret). Une commission d'un pourcentage fixe était versée à la COPACO qui ne prenait pas possession du coton.

convenables sont dépassées, la détérioration du coton en résulte. C'est le scénario dont le Burkina Faso a été victime récemment. Les effets de ce phénomène sont de deux ordres. Une perte à court terme sur la valeur du coton livré, et plus grave encore, une perte à moyen terme de l'image du coton qu'on a offert. Cet exemple est très illustratif de la nécessité pour les pays africains de se montrer vigilants sur l'évolution des règles de transaction de leur coton.

### **3. Conclusion**

En portant la question du coton sur la scène des négociations internationales, les pays cotonniers de l'Afrique francophone sont auteurs d'une réalisation remarquable qui ne peut laisser indifférents ni les autres pays en développement ni les acteurs pour le développement. Cette réalisation fait réfléchir et alimente durablement le débat pour un monde plus juste. Elle est le résultat d'une coopération entre différentes catégories d'acteurs des filières cotonnières, d'une alliance ciblée entre des acteurs qui ont eu tendance à se percevoir comme ennemis il n'y a pas si longtemps. C'est aussi une illustration, la première à notre sens, d'une coordination entre les pays d'une région géographique pour défendre leur production commune de coton. Nous considérons que cette coopération et cette coordination resteront des acquis positifs quel que soit l'aboutissement du Cycle de Doha de l'OMC. Nous pensons que c'est en cultivant cette coopération au niveau régional que les filières pourront se développer avec davantage d'impacts positifs. C'est la vision ou l'ambition d'une coopération poursuivie qui permettra de dépasser la déception qui résultera d'une conclusion insatisfaisante du Cycle de Doha, du moins au regard de la revendication des pays africains à Cancun.

Il est vrai que nous ne sommes pas très optimistes sur l'aboutissement du Cycle de Doha. Le "Paquet de Juillet" a déjà marqué le terrain pour que ce Cycle puisse s'achever sans une prise en compte réelle des préoccupations des pays cotonniers africains. Nous pensons que les impacts de la réduction/suppression des subventions seront bien plus faibles que ce qui est mentionné couramment en Afrique. Cette position s'appuie sur trois raisons. Nous estimons que les évaluations donnant des impacts plus faibles sont plus réalistes. Nous considérons que toutes les évaluations ont surestimé les impacts en prenant l'hypothèse d'une suppression totale des subventions, alors que cette suppression ne sera au mieux que partielle. Nous pensons que toutes les évaluations occultent le caractère de fonctionnement oligopolistique et qui nuit au transfert de l'impact au profit des producteurs.

En définitive, une somme d'énergie est déployée pour faire corriger les distorsions liées aux politiques de subvention par quelques pays, mais elle ne sera pas beaucoup payée en retour, du moins pas sous la forme d'un prix durablement amélioré. Cette analyse ne signifie pas que les pays africains ont eu tort de s'être engagés sur ce front particulier. Ne serait-ce que sur le plan éthique, la bataille engagée et les échos qu'elle a eus ont déjà récompensé les efforts engagés, en plus de cette expérience positive de coopération que nous venons de souligner. Pour autant, nous pensons qu'il est important que les pays Africains aient conscience de la portée des actions engagées, plus limitée que ce que d'aucuns croient, afin de s'attaquer à d'autres actions qui peuvent les aider à mieux valoriser leur coton à l'exportation. En soulignant les facteurs qui peuvent limiter l'effet attendu de la suppression/réduction des subventions, nous mettons aussi en évidence les actions que les pays africains pourraient entreprendre au niveau international. Il faudrait que ces pays s'attaquent à l'ensemble des mesures de soutien et non pas seulement à la catégorie des subventions, qu'elle fasse des propositions sur l'utilisation des économies résultant de réduction des soutien à l'échelle internationale et qu'elle porte la revendication d'un début de régulation des pratiques des oligopoles du négoce.

Dans cette communication, nous nous sommes efforcés à indiquer que les pays africains sont victimes d'une distorsion plus subtile. En nous plongeant dans la réalité du monde des transactions de coton, nous rapportons les signaux témoignant que le coton de ces pays ne nous semble pas être rémunéré à la hauteur qu'il mériterait. Globalement, la

valorisation de la qualité à la vente suppose une démarche active des pays concernés mais qui a manqué jusqu'à ce jour. L'absence de volonté de coordination entre les pays conduit à la situation où ils se concurrencent et où ils se révèlent être mutuellement les concurrents les plus directs. L'absence de harmonisation, notamment dans le domaine des types de vente, laisse prise aux acheteurs à exploiter à leur profit cette situation de concurrence directe. Le manque d'investissement pour élargir le nombre de critères pris en compte dans le classement du coton, à une échelle suffisante et sur une base fiable, n'autorise pas les pays à garantir davantage de critères de qualité pour en tirer un meilleur prix.

Les modalités de vente du coton ont fondamentalement changé au cours de la dernière décennie, à l'intérieur de chaque pays de l'Afrique de l'Ouest. Les caractéristiques de cette évolution sont cependant très semblables entre les pays. Il y a un phénomène d'intégration en amont de quelques négociants internationaux dans plusieurs pays, cela confère une nature d'échange intra-entreprise à la vente d'une portion substantielle de la production. Les pays producteurs se sont éloignés des utilisateurs finaux en laissant un rôle dominant, pour ne pas dire exclusif, aux négociants dans la vente de leur coton. Un changement subtil dans les procédures de contrôle de qualité s'opère et nous semble faire fi des intérêts des vendeurs et des acquis des règlements internationaux vieux de plus d'un siècle et demi. C'est une situation qui, si elle persiste, nous semble être préjudiciable aux vendeurs.

Il revient aux pays de s'engager dans les actions pour une démarche active dans la vente du coton au mieux de leurs intérêts. Un grand nombre d'actions a été identifié lors d'une récente étude pour le compte de l'UEMOA/ONUDI. Nous n'avons pas jugé utile de les évoquer dans cette communication. Notons seulement qu'elles requièrent investissement et temps pour aboutir et par-dessus tout, elles supposent une véritable coopération entre les pays de la région. En ce sens, l'expérience positive acquise dans la contestation des subventions de quelques pays devrait inciter à s'engager dans de nouveaux défis collectifs. A la différence cependant de ce qui se passe avec le Cycle de Doha, on a des raisons de penser que l'aboutissement des actions dépendra moins de la bonne volonté de la communauté internationale ou de quelques pays puissants. Au contraire, les efforts seront payés en retour, du moment qu'ils sont réellement consentis et coordonnés. La diversité des objectifs des acteurs impliqués, notamment depuis l'implication des opérateurs privés liés à des sociétés multinationales, rend cependant cette coordination assez complexe.

## Références bibliographique

- AFCOT (1994) Le coton brut, Ed. Association Française Cotonnière, Le Havre, France. No. p. 129
- Amédé, L. S. (2002) Les agriculteurs africains doivent être soutenus comme ceux de l'UE et des USA (interview de Dov Zerah), *in* Fraternité Matin, Abidjan, 1er Juillet 2002 pp. 13.
- Anon. (2003) Pour des politiques agricoles et commerciales solidaires. Déclaration des représentants d'organisations paysannes et de producteurs agricoles d'Afrique, d'Amériques, d'Asie et d'Europe, *in* Condérence des OPA Dakar, Sénégal. 19-21 mai 2003. p. 1
- CMA/AOC (2002) Mémoire de la concertation des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur la filière coton, *in* Concertation ministérielle sur la filière coton en Afrique de l'Ouest et du Centre Abidjan, Côte d'Ivoire. 25-26 Juin 2002. p. 6
- Dov Zerah (2001) Discours du Président de l'Afcot, *in* Dîner de l'Association Française Cotonnière (AFCOT) Deauville, France. 12/10/2001. p. 1-9
- FAO (2004) Coton: impact des mesures de soutien sur les pays en développement - guide des analyses actuelles, Ed. FAO, Rome. Documents techniques de la FAO sur la politique commerciale concernant des questions liées aux négociations sur l'agriculture de l'OMC No. p. 15
- Fok, A. C. M., 2002. Intégration de l'agriculture dans les négociations internationales de l'OMC: comment saisir les opportunités offertes pour les filières cotonnières. [www.cmaoc.org](http://www.cmaoc.org)
- Fok, A. C. M. (2004) Les facteurs d'efficacité des Systèmes de règlements privés comme institutions de régulation des transactions marchandes, *in* Premier Colloque de l'Association Française de Sociologie 24-27 Février, 2004 Villetaneuse, France. p. 19
- Fok, A. C. M., and Bachelier, B. (2004) Identification d'un plan d'action d'amélioration de la qualité et de la valorisation de la qualité du coton dans les pays de l'UEMOA, Ed. CIRAD, Montpellier. No. Juin 2004. p. 76 + annexes
- Gillson, I., Poulton, C., Balcombe, K., and Page, S. (2004) Understanding the impact of agricultural and trade policies on developing countries and poor people in those countries - piloting an approach with cotton, Ed. ODI, London. No. March 2004. p. 70
- Goreux, L. (2003) Préjudices causés par les subventions aux filières cotonnières de l'AOC, Ed. Louis Goreux Consultant, Washington. No. 15 Février 2003. p. 60
- ICAC (2004) Production and trade policies affecting the cotton industry, Ed. ICAC, Washington D.C. (USA). No. November 2004. p. 4
- Minot, N., and Daniels, L. (2002) Impacts of global cotton markets on rural poverty in Benin, Ed. IFPRI, Washington. MSSD Discussion Paper No. 48, November 2002. p. 69
- National Cotton Council, 2004. Domestic support provisions of WTO Framework Agreement Clarified. <http://www.cotton.org/news/2004/WTO-clarify.cfm>
- Oxfam (2002) Cultivating poverty: The impact of US Cotton Subsidies on Africa, Ed. Oxfam. No. 30, p. 41
- Oxfam (2004) Dumping : le commencement de la fin ? Implications de la décision dans le différend sur le coton Brésil/États-Unis, Ed. Oxfam. Document de Briefing de Oxfam No. Juin 2004. p. 5
- Shi, J. (2005) The China Cotton Association: moving toward international trade rules, *in* Cotton International, pp. 26.
- Touré, A. T., and Compaoré, B. (2003) Your farm subsidies are strangling us, *in* The New York Times, New York, July 11, 2003 pp.
- Valderrama Beccera, C. A. (2000) The World cotton market : prices and distortions, *in* 110th Australian Cotton Conference Brisbane, Australia. August 17, 2000. p. 7
- Wise, T. A. (2004) The paradox of agricultural subsidies: measurement issues, agricultural dumping, and policy reform, Ed. Global Development and Environment Institute. Tufts University, USA, Mefford. Working paper No. 04-02, May 2004. p. 33
- Zongo, T. (2002) Le rôle du coton dans le développement économique, *in* Cotton Global Trade negotiations Washington, July 8-9, 2002. p.